

Mussolini, le fascisme italien et ses fantômes : de l'antifascisme au révisionnisme (3^e partie)

B. Les interprétations du fascisme

Je m'en tiendrai ici aux interprétations du fascisme *italien*, par opposition aux interprétations du fascisme «générique». La raison de ce choix tient à ce que bien des théories du fascisme comme catégorie politique générale (i.e. par opposition au Fascisme italienne comme expérience historique particulière) sont en fait bien souvent des théories du nazisme, ou, du moins, elles sont construites autour d'un idéal-type dérivé de données empiriques portant sur l'expérience allemande et négligeant le cas italien, qui a pourtant donné son nom au fascisme. Par ailleurs, dans la perspective qui est celle du cours cette année, les explications ou les théories qui nous intéressent au premier chef sont celles qui ont joué un rôle ou exercé un effet *éthico-politique*.

Le plan que je suivrai est le suivant :

a. Je veux évoquer d'abord les explications ou interprétations offertes par les contemporains du fascisme, c'est-à-dire au moment même où le phénomène se déployait, lorsqu'il s'est agi de chercher à donner aux événements qui survenaient, ou encore à ses lendemains immédiats, lorsqu'il s'est agi de reconstituer le fil de la continuité historique. Comme on peut l'imaginer, ces interprétations sont difficilement séparables du combat politique dans lequel étaient engagés les protagonistes. Je privilégierai ici les interprétations défendues par des opposants au fascisme; pour des interprétations d'auteurs contemporains du fascisme qui lui sont favorables (et qui en sont donc, pourrait-on dire, les idéologues, voir les notes du cours précédent sur Giovanni Gentile).

b. Dans un deuxième temps, je souhaite présenter les débats historiques plus récents, en prenant pour fil central l'œuvre de celui qui s'est imposé comme l'historien central de la période fasciste, Renzo De Felice. Mais, ici aussi, malgré la distance historique et les intentions professées de l'auteur, il est difficile de détacher les débats qui ont entouré les thèses de De Felice du contexte politique de l'Italie des années 1970 à 2000. Je terminerai enfin en évoquant l'usage que fait E. Gentile du concept de totalitarisme pour rendre compte du fascisme italien.

1. Les premières interprétations :

On peut classer les premières interprétations du fascisme italien en deux grandes catégories :

- (a) la première regroupe celles qui voient d'abord en lui un mouvement réactionnaire qui a sauvé la bourgeoisie du socialisme et cherchent à l'expliquer en termes de classes sociales. De ce point de vue, l'arrivée au fascisme ne représente pas une rupture, mais plutôt une continuité avec l'ordre bourgeois existant depuis le *Risorgimento*.

Dans ce groupe, on peut ranger les auteurs marxistes, qu'il s'agisse de leaders communistes comme Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti, ou de socialistes comme Gaetano Salvemini et Pietro Nenni. Les analyses les plus subtiles sont celles des leaders communistes. Certes, dans un premier temps, ils ne voient dans le fascisme qu'une «garde blanche», une milice au service de la contre-révolution. Le fascisme, en effet, se structure politiquement et commence à recueillir des appuis significatifs dans le contexte des «années rouges» 1919 et 1920, lorsqu'il offre ses services comme briseur de grève aux industriels et surtout aux propriétaires terriens confrontés aux mouvements d'occupation des travailleurs agricoles. Très tôt, toutefois, Gramsci distingue dans le mouvement fasciste deux bases sociales bien distinctes : d'une part, une petite bourgeoisie urbaine, qui se retrouve dans certains mots d'ordre radicaux et hésite sur la voie à suivre, et dont Mussolini est le représentant (c'est elle qui se retrouve dans le programme de 1919); d'autre part, la bourgeoisie agraire, qui, elle, sait très bien ce qu'elle veut : réprimer le mouvement populaire; plusieurs leaders fascistes sont en effet liés de près à ces milieux. (Voir à ce sujet: Gramsci, «The Two Fascisms», 1921 [http://www.marxists.org/archive/gramsci/works/1921/08/two_fascisms.htm]). Des deux ailes du mouvement, dit Gramsci, c'est la seconde qui l'emportera. Surtout, la position dominante de la bourgeoisie agraire devait provoquer, tôt ou tard, une crise au sein du fascisme, incapable de satisfaire les aspirations de la partie de sa base appartenant à la petite bourgeoisie. Le fascisme devient de plus en plus un parti «conservateur » qui a réussi sa mission : sauver l'ordre ancien. Les compromis successifs que conclut Mussolini avec la monarchie, les industriels et financiers au cours des années 1922-1924 illustrent cette orientation conservatrice.

À partir de 1925-26, quand il devient clair que le régime se consolide et acquiert des traits singuliers, Gramsci dit qu'il convient de distinguer, dans le fascisme, entre l' «ancien», i.e. le maintien du capitalisme et de l'exploitation, et le «nouveau», i.e. la conquête du pouvoir d'État par des éléments de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie qui ont délogé une partie des anciennes classes dirigeantes et refusent le mode traditionnel de gouvernement par compromis. (Voir A. Gramsci, «A Study of the Italian Situation», 1926 [http://www.marxists.org/archive/gramsci/works/1926/08/italian_situation.htm]) La continuité entre l'Italie libérale et l'Italie fasciste réside dans le caractère du *Risorgimento*, que Gramsci qualifiera de «révolution manquée».

Après l'arrestation de Gramsci, fin 1926, la direction du Parti communiste italien passe entre les mains de P. Togliatti. Dans ses leçons sur le fascisme, professées à Moscou en 1935, il commence par reprendre la définition marxiste-léniniste officielle du fascisme, adoptée par le 7^e congrès du Komintern : «le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier», une définition, on le voit, beaucoup plus simple que celles qu'offrait Gramsci (et qui cherchait à répondre, on doit le dire, à l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne). Mais, tout de suite après, il montre subtilement que cette définition ne peut être reprise telle quelle. La force du fascisme réside justement dans la coalition qu'il est parvenu à forger entre, d'une part, le capital financier et, d'autre part, les classes moyennes inférieures. Le fascisme a même réussi, dit Togliatti, à se doter d'une base de masse, avec ses syndicats et ses diverses organisations visant à encadrer la classe ouvrière. Sur le plan tactique, Togliatti en conclut que les communistes doivent être présents dans ces organisations. (P. Togliatti, *Lectures on Fascism*, New York, 1976) En 1938, le PCI va même jusqu'à publier un controversé «Appel aux fascistes», dans lequel il réclame rien de moins que l'application du programme fasciste de 1919 (voir Togliatti, Palmiro. *Appel aux fascistes*, Paris, Nautilus, 1980).

G. Salvemini, un professeur d'histoire socialiste qui sera l'un des principaux animateurs de l'antifascisme depuis son exil américain, insiste pour sa part sur le caractère corrompu du fascisme, dans lequel il voit un prolongement et un approfondissement de la corruption qui caractérisait déjà le régime parlementaire, particulièrement sous les gouvernements du libéral Giolitti, qu'il avait déjà désigné comme le « ministre de la pègre » (G. Salvemini, *The Fascist Dictatorship in Italy*, New York, 1967). P. Nenni, leader historique du socialisme en exil puis de l'après-guerre, insiste pour sa part sur l'importance du « nationalisme exacerbé » dans la mobilisation de la petite bourgeoisie (qu'il désigne aussi comme les « couches moyennes »). Pour lui, le fascisme est un phénomène à plusieurs têtes, qui souvent se porte au secours de la réaction, mais ne se réduit pas à cela (P. Nenni, *Vingt ans de fascisme*, Paris, 1960). Luigi Salvatorelli, un historien qui devait participer à la résistance armée en 1943-1945, insiste lui aussi sur le rôle de la petite-bourgeoisie. Selon lui, « le Fascisme représente la lutte de classe de la classe moyenne inférieure, écrasée entre le capitalisme et le prolétariat » (L. Salvatorelli, *Nazionalfascismo*, 1923, cité dans R. J. Bosworth, *The Italian Dictatorship*, 1998, p. 44). La « nation », à laquelle les capitalistes italiens ne se sont jamais complètement identifiés, est le « mythe mobilisateur » de cette révolte, qui, en dépit de son anti-socialisme, emprunte une bonne part de sa rhétorique et de ses pratiques de mobilisation au socialisme « maximaliste » (*Ibid.*, p. 44-45).

- (b) la deuxième catégorie d'explications regroupe celles qui y voient une sorte d'aberration, de « parenthèse » dans la marche de l'Italie vers la démocratie; ces interprétations insistent donc sur la rupture plutôt que sur la continuité et refusent de l'expliquer en termes de classes sociales, préférant y voir un mouvement « interclasses ».

Pour ces auteurs, généralement libéraux, dont le philosophe Benedetto Croce (auteur du célèbre *Manifeste des intellectuels antifascistes*) est le représentant le plus célèbre, on devait porter une appréciation positive sur le *Risorgimento* et sur l'Italie libérale, qui progressait économiquement et politiquement. En revanche, on doit critiquer le « révolutionnarisme » désordonné des années 1919-1920, incarné par les socialistes maximalistes et les communistes : c'est cette incapacité à attendre les fruits du développement et de la démocratisation qui a provoqué la « réaction fasciste ». Celle-ci apparaît donc comme un excès apparu en réponse à un excès opposé. On trouve des thèses comparables chez Don Luigi Sturzo, chef de file des catholiques « popolari » qui a dû s'exiler aux États-Unis après l'affaire Matteotti. Sturzo insiste sur le lien étroit entre le fascisme et la guerre, d'une part (le fascisme est un « véritable enfant de la guerre », et entre fascisme et bolchévisme (« né avec le mythe bolchéviste, il en était comme le reflet »), d'autre part (L. Sturzo, *L'Italie et le fascisme*, Paris, 1927, cité dans R. De Felice, *Le interpretazioni del fascismo*, Bari, 1995, p. 199).

Ces libéraux ont reçu un renfort inespéré lorsque la théorie du totalitarisme a été développée dans le contexte de la guerre froide, avec les travaux de Hannah Arendt, Carl J. Friedrich et Zbigniew Brzezinski, ou encore Jacob-Louis Talmon. Le terme « totalitarisme » permettait de tracer une équation entre l'ennemi d'aujourd'hui, le communisme, et celui d'hier, le nazi-fascisme. Il y avait donc rupture plutôt que continuité entre l'ordre libéral et l'ordre fasciste. Certes, Arendt s'intéressait peu au fascisme italien qu'elle qualifiait de « dictature nationaliste ordinaire » au moins jusqu'à l'adoption des lois antisémites en 1938; quant à Friedrich et Brzezinski, ils n'en disaient guère plus. En revanche, Talmon, qui s'intéressait aux idées et aux idéologies, traçait une filiation généalogique entre Buonarrotti, le

compagnon de Babeuf, l'un des premiers «communistes» et précurseur révolutionnaire français (selon Talmon) du totalitarisme, Mazzini, en qui il voyait un adepte du «messianisme politique», et le «fasciste révolutionnaire» Mussolini.

Pour conclure, on pourrait dire que jusque vers 1960, il n'y a pas d'histoire du fascisme au sens académique, professionnel ou scientifique du terme. Les historiens professionnels ne s'intéressent pas beaucoup au fascisme parce que c'est trop récent, il n'y a pas suffisamment de distance critique, les sources ne sont pas disponibles, etc.; et ceux qui s'intéressent au fascisme sont des acteurs politiques ou idéologiques, engagés dans un effort pour combattre ou conjurer le fascisme (parfois même pour le réhabiliter : ce sera le cas des néo-fascistes) tout autant que dans un effort pour le comprendre.

2. Le temps du révisionnisme : Renzo De Felice et ses critiques

À partir des années 1960, l'interprétation historique du fascisme italien est devenu un objet d'étude universitaire, mais – et cela ne doit pas étonner si l'on prend en considération le fait qu'il existait alors un parti néo-fasciste bien vivant et jouissant d'un appui électoral non négligeable – elle a continué à donner lieu à des discussions proprement éthiques et politiques, dans lesquelles l'appréciation du passé est inséparable des luttes politiques du présent. Cela tenait à ce que l'Italie républicaine était née sur les cendres d'une guerre civile sanglante (1943-1945) et sur un consensus «antifasciste» réunissant communistes, socialistes et démocrates-chrétiens. Nulle part la difficulté à maintenir séparés les enjeux proprement historiographiques et scientifiques des enjeux à caractère éthico-politique ne s'est-elle manifestée de manière aussi claire que dans l'accueil fait l'œuvre de Renzo De Felice, que l'on a qualifiée de *révisionniste*, une étiquette que l'intéressé lui-même revendiquait, en ajoutant que le travail de l'historien consistait précisément à réviser les opinions reçues.

(a) Les thèses de De Felice

Renzo De Felice naît en 1929 et, comme de nombreux jeunes de sa génération, il rejoint le Parti communiste italien tout de suite après la guerre. Comme un certain nombre d'entre eux, il quitte le PCI en 1956, à la suite des révélations sur les crimes de Staline et de l'invasion soviétique de la Hongrie. Comme historien, il a pour maîtres Federico Chabod, le grand historien libéral, et Delio Cantimori, chef de file de l'école historique marxiste. Au début de sa carrière, De Felice travaille sur le jacobinisme italien, puis sur l'histoire des Juifs en Italie, et enfin sur l'histoire des Juifs italiens sous le fascisme. Dans cet ouvrage de 1961 (*Storia dei ebrei italiani sotto il fascismo*), il développe déjà une thèse assez originale, puisqu'il fait des lois antisémites de 1938 non pas le résultat simple de l'alignement sur l'Allemagne mais bien une tentative opportuniste de Mussolini pour redynamiser un fascisme ensommeillé en lui désignant un nouvel ennemi.

Dans la foulée de cet ouvrage, il s'attelle à ce qui l'occupera principalement pour le reste de sa vie (il meurt en 1996), la rédaction d'une biographie de Mussolini. Ce n'est évidemment pas la première, mais c'est la première à s'appuyer sur de vastes archives désormais disponibles. De Felice devient un «rat d'archives», un historien qui cherche à rapporter les choses «telles qu'elles se sont passées» (suivant la formule de l'historien allemand Ranke) et à minimiser la part laissée à l'interprétation. En marge de l'immense biographie, il publie une foule de documents originaux et de travaux connexes. Il a une vision

éminemment «positiviste» du travail de l'historien (les scrupules épistémologiques ne le chatouillent guère) – mais on peut se demander s'il est véritablement fidèle à son programme d'observation ou d'«enregistrement» désintéressés. En effet, les archives constituent déjà en elles-mêmes une forme d'interprétation (le document original doit être interprété, sa survie elle-même mérite explication, etc.). Quoi qu'il en soit, malgré les critiques que l'on peut formuler à l'endroit de ses vues du travail de l'historien, la «monumentalité» de son œuvre a fini par écraser ses adversaires qui ne peuvent évidemment rivaliser avec sa connaissance du matériau empirique.

Avant de décrire le contexte dans lequel De Felice a écrit et les débats que ses productions ont suscités, je voudrais simplement donner un tableau synoptique de l'œuvre.

Histoire des Juifs sous le fascisme (1961)

***Mussolini le révolutionnaire 1883-1920* (1965)**

Mussolini le fasciste

1. *La conquête du pouvoir 1921-1925* (1966)

2. *L'organisation de l'État fasciste 1925-1929* (1968)

Les interprétations du fascisme (1971)

Mussolini le Duce

1. *Les années du consensus 1929-1936* (1974)

Interview sur le fascisme (1975)

Mussolini le Duce

2. *L'État totalitaire 1936-1940* (1981)

Mussolini l'allié

1. *L'Italie en guerre 1940-1943* (1990)

a. *De la guerre brève à la guerre longue*

b. *Crise et agonie du régime*

Bibliographie orientative du fascisme (1991)

Les Rouges et les Noirs (1995)

Mussolini l'allié

2. *La guerre civile 1943-1945* (1997)

À côté de ces œuvres majeures, De Felice publie une série de monographies consacrées à des sujets spécifiques (sur D'Annunzio, sur les intellectuels et le fascisme, la politique orientale du fascisme, etc.), une série d'anthologies, de textes de vulgarisation, de documents d'époque (journaux personnels, etc.). Il joue un rôle central dans la mise sur pied et la direction de la revue *Storia contemporanea*, du *Journal of Contemporary History* (dont l'historien américain d'origine juive allemande George Mosse est le fondateur) qui consacrera beaucoup d'espace à l'étude du fascisme. Dès les années 1960, De Felice obtient un poste à l'Université de Rome.

Le premier volume de la biographie suscite des discussions, normales, en ce qu'il prolonge la période «révolutionnaire» de Mussolini jusqu'à 1920, alors qu'on s'entendait généralement pour la clore en 1914, lorsque Mussolini rompit avec le Parti socialiste et devint

interventionniste. Certains contestent aussi l'importance qu'accorde De Felice au Mussolini socialiste (un volume complet plutôt qu'une simple entrée en matière), puisque cela laisse entendre que le socialisme joue un rôle important dans la formation de Mussolini et pèsera sur ses choix par la suite, alors qu'on pourrait considérer cela comme une bizarrerie de sa trajectoire. Mais il s'agit là de débats entre historiens, qui n'ont guère d'échos hors des revues spécialisées. De plus, De Felice demeure un homme de gauche, proche du Parti socialiste. Les deux tomes suivants sont assez conventionnels et s'ils apportent une connaissance plus détaillée de certains aspects de la période (i.e. la mise au pas du parti fasciste après 1926), ils ne heurtent pas tellement la vision alors dominante de cette période.

Les choses changent toutefois radicalement au milieu des années 1970, avec la publication du 4^e volume et celle, quasi-simultanée d'un livre-entretien, *l'Intervista sul fascismo*. Ce livre court (un peu plus de 100 pages – les volumes de la biographie font 800 pages serrées en moyenne) et facile à lire (un chapitre de la biographie peut faire 200 pages, une phrase de De Felice une page et demie) fut un grand succès de librairie dès sa parution (80 000 exemplaires en 20 ans, il est constamment réimprimé).

Dans ce livre, De Felice est interviewé par Michael Ledeen, un élève de George Mosse, qui prépare alors une thèse sur l'Internationale fasciste. (Après avoir obtenu sa thèse, Ledeen rejoindra l'*American Enterprise Institute*, un think tank ultra-conservateur, que l'on présente souvent dans les médias comme à la source de l'idée d'envahir l'Irak. Il travaillera ensuite au Pentagone, au Département d'État et au Conseil de sécurité nationale, où il sera impliqué dans le trafic d'armes Iran-Contra au cours des années 1980. Actuellement, il conseille Richard Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz et peut être considéré comme un des inspireurs de la politique étrangère américaine.)

Dans le livre, De Felice avance un certain nombre de thèses importantes :

1. Sur l'attitude que l'on doit adopter à l'égard du fascisme aujourd'hui (i.e. en 1975) : selon De Felice, le fascisme a vécu de 1919 à 1945 ; trente ans plus tard, il est « mort » et « ne peut être ressuscité » ; on peut et on doit donc l'étudier « historiquement » ; l'historien du fascisme ne doit être ni pro-fasciste ni antifasciste (ce serait anachronique), il doit être « a-fasciste ».

2. Le mouvement fasciste peut être défini comme l'expression des « classes moyennes émergentes ». Plusieurs auteurs, déjà sous le fascisme, avaient fortement insisté sur le rôle des classes moyennes. Mais le mot important ici est « émergentes » : les classes dont parle De Felice, petits entrepreneurs, petits employés, ne sont pas des classes en déclin comme le veut l'interprétation marxiste ; au contraire, leur sort s'améliore avec le fascisme, elles exercent un poids plus grand sur la vie sociale et sur la direction de l'État. Ce qui choque évidemment plusieurs dans cette thèse, c'est que pour l'interprétation dominante, alors influencée par le marxisme en dépit des nuances qu'elle comporte, le fascisme ne peut être associé à un phénomène social qui monte (i.e. moderne, en un sens « progressiste »), mais doit l'être à quelque chose qui décline (i.e. rétrograde, réactionnaire).

3. Le fascisme a toujours un double aspect, révolutionnaire et réactionnaire, jacobin et contre-révolutionnaire ; ce qu'il y a de révolutionnaire dans le fascisme touche à la forme – la mobilisation des masses, par contraste avec l'apathie politique des masses qui caractérise les régimes conservateurs – et au fond – le projet de transformer la société, de créer un « homme nouveau » ; ce qu'il y a de réactionnaire touche au contenu – le maintien des hiérarchies et de

l'ordre social établis. De Felice théorise ce double aspect en introduisant la distinction entre le *fascisme-mouvement* et le *fascisme-régime*. Pour lui, ces deux termes ne correspondent toutefois pas à des phases successives, avant et après la prise du pouvoir : les deux aspects ont coexisté jusqu'au bout, même si le *fascisme-régime*, conservateur, a dominé pour la plus grande période. De plus, le *fascisme-mouvement* renvoie à ce qu'il appelle «la charge intérieure d'un certain fascisme insatisfait des réalisations du régime», qui s'est manifestée par exemple dans les thèses des personnes groupées autour du philosophe Ugo Spirito (celui-ci voyait dans la «corporation propriétaire» un moyen de dépasser la propriété privée et d'éviter le communisme) et dans le «fascisme de gauche» de la fin des années 1930 (qui critiquait le mode de vie bourgeois et le libéralisme). Cette conception du *fascisme-mouvement* comme «critique interne» du fascisme implique que l'on doit, pour porter un jugement éthique sur le fascisme, prendre aussi en compte la vision qu'avait le fascisme de lui-même, ses projets et ses valeurs. Ceci allait évidemment à l'encontre de l'habitude consistant à juger le fascisme purement sur ses actes et ses résultats, mais offrait une symétrie ou une équivalence morale avec les jugements éthiques portés le plus souvent sur le communisme, qui, précisément, minimisent ou relativisent la portée de ses résultats et de ses actes en invoquant ses valeurs, ses projets et ses intentions (une attitude qu'on trouve bien au-delà des sympathisants communistes, jusque chez un libéral comme Raymond Aron, par exemple).

4. Sur un plan plus factuel ou empirique, De Felice élaborait sur le thème qui donnait son sous-titre au volume 4, soit l'existence d'un consensus autour des réalisations du régime pendant la période 1929-1936. Il se trouvait à dire qu'au-delà de la propagande et de la répression, le régime jouissait d'un réel soutien résultant de sa capacité à mener à bien certaines réalisations (assèchement des marais, construction d'autoroutes, amélioration de certains services). Ici aussi, il remettait en cause l'appréciation purement négative qui était alors dominante. (Un autre livre publié en 1975 porte comme pour sa part comme titre : «La manufacture du consensus, fascisme et mass media».)

5. Une autre thèse sur laquelle De Felice insistait dans l'entrevue, mais qu'il nuancera et relativisera par la suite est celle d'une différence radicale entre fascisme et nazisme et de l'inutilité qu'il y a à chercher une définition générique pouvant englober les deux. Pour lui, le dénominateur commun au fascisme et du nazisme est purement négatif : c'est l'anticommunisme. Au-delà, c'est la différence entre les deux qui prédomine : alors que le nazisme regardait vers le passé et la tradition, le fascisme était tourné vers l'avenir et l'idée de progrès. Le fascisme italien dérive de la culture jacobine de régénération de la société et de création d'un homme nouveau : c'est un totalitarisme de gauche plutôt qu'un totalitarisme de droite comme le nazisme. Leurs attitudes respectives par rapport à l'art en témoignent : le nazisme prônait un néo-classicisme et critiquait l'art moderne comme étant dégénéré ; le fascisme italien était éclectique et particulièrement ouvert aux tendances modernistes et d'avant-garde.

L'interview de De Felice donnera lieu à une ample polémique : entre le 29 juin et le 20 août 1975, on dénombre pas moins de 27 articles publiés dans des quotidiens, essentiellement par des historiens réputés ; 6 autres articles paraissent dans des périodiques culturels-politiques entre août et novembre ; un hebdomadaire publie un long débat entre De Felice et deux de ses critiques ; le 27 juillet, un débat est présenté à la télévision ; De Felice et ses critiques donnent par ailleurs une série d'interviews aux journaux ; en langue anglaise, il y a un débat dans le *Times Literary Supplement* entre l'historien britannique Dennis Mack Smith et Michael Ledeen, dont les éléments sont peu après publiés en italien sous forme de brochure

intitulée *Un monumento al duce?* La critique de Mack Smith, qui est le grand historien anglais de l'Italie des 19^e et 20^e siècle est particulièrement virulente. Enfin, Giorgio Amendola, un leader communiste qui a joué un rôle important dans la résistance au fascisme (et fils de Giovanni Amendola, leader libéral mort des suites d'un attentat fasciste) publie à son tour une *Intervista sul'antifascismo*.

En fait, on peut dire que chacune des thèses de De Felice fut contestée. En prolongeant le fascisme-mouvement au-delà de l'établissement du régime, De Felice accordait, selon ses critiques, beaucoup trop d'importance à ce qui n'était au fond que les rêves impossibles et frustrés d'une minorité insignifiante : il y avait peut-être eu un fascisme révolutionnaire, mais il était devenu réactionnaire sans rémission après 1920. Sa distinction entre nazisme et fascisme tenait par ailleurs mal la route : on pouvait trouver dans l'un et l'autre des éléments d'«optimisme vitaliste» et de «pessimisme tragique», un discours sur l'homme nouveau, etc.

Le point principal était toutefois sans doute de nature éthico-politique, à savoir que l'antithèse fascisme/antifascisme demeurait pour plusieurs actuelle, que la défense et l'approfondissement de la démocratie reposaient sur le maintien de cette dichotomie centrale. Les tentatives de coup d'État des années 1960-1970, les attentats perpétrés au début des années 1970 et attribués à une «stratégie de la tension» étaient là pour le rappeler. L'année 1975 marque aussi la montée du terrorisme d'extrême gauche, qui se présente comme la «nouvelle résistance», désireuse de faire tomber le masque démocratique du régime et de montrer aux masses son véritable visage fasciste. De plus, en faisant du «fascisme historique» quelque chose de mort et d'impossible à ressusciter, De Felice affirmait que le «néofascisme» n'était donc pas un fascisme et n'était pas l'héritier du fascisme ; en distinguant nazisme et fascisme, il affirmait aussi que les groupuscules néo-nazis n'avaient pas de racines italiennes et que les liens entre eux et le Mouvement social italien (MSI) étaient donc non nécessaires et en tout état de cause ténus. De Felice tirait en effet de son analyse des conclusions nettement politiques : l'antifascisme était un mythe visant à donner une image démocratique au Parti communiste ; on devait lever la «convention d'exclusion» qui interdisait toute participation gouvernementale du MSI et ainsi permettre l'émergence d'une droite «normale». Alors que la plupart des historiens critiquèrent sévèrement De Felice (lui-même parla de «lynchage»), celui-ci reçut un renfort inattendu de la part du dirigeant communiste Amendola, dont les lettres de créance antifascistes pouvaient difficilement être mises en doute : ce dernier, même s'il contestait l'analyse globale de De Felice, lançait un appel au calme et admettait que jusqu'à 1943, l'antifascisme était extrêmement minoritaire et que la thèse d'un consensus n'était donc pas si fausse.

Après le débat de 1975-1976, De Felice et son groupe (dont le plus éminent est Emilio Gentile) poursuivirent leurs recherches et, en raison de l'énorme travail empirique du maître surtout, se sont imposés largement dans le champ de l'historiographie du fascisme. En 1987, dans une entrevue au quotidien *Corriere della sera*, De Felice demandait formellement la levée de l'article XII de la Constitution italienne interdisant la reconstitution d'un parti fasciste, jugé anachronique (ce qui semblait donner raison à ses critiques). Un second débat majeur devait toutefois éclater en 1995 avec la publication d'un second livre-entretien, *Rosso e Nero*, consacré celui-ci aux années de guerre.

Depuis quelques années (et cela n'était pas étranger à la chute du communisme russe, sur le plan international, et à l'effondrement du système politique italien en 1992-1993, à l'occasion duquel le MSI, rebaptisé Alliance nationale (AN), était devenu un partenaire politique légitime), s'était engagé un débat sur l'appréciation éthique de la période 1943-

1945 : le type de régime issu de la guerre, le poids du Parti communiste et ses conséquences sur la vie politique, etc. L'historien et partisan Claudio Pavone avait formalisé ce questionnement en distinguant trois aspects de la période 1943-1945 : guerre patriotique (Italiens vs Allemands), guerre civile (fascistes vs antifascistes) ou guerre de classe (bourgeoisie vs prolétariat) ? (Voir C. Pavone, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005)

Pour De Felice, Mussolini était responsable de la guerre civile (du fait de la constitution de la RSI, qui constituait une rupture de l'ordre constitutionnel), mais le 8 septembre 1943, date de l'armistice, marquait la « mort de la patrie ». La guerre civile qui se déclenche alors concerne, selon De Felice, deux minorités, mais pas la masse de la population qui était demeurée attentiste (De Felice avance ici un argument statistique à mon sens très faible, puisque la lutte armée est nécessairement le fait de minorités). Mais au-delà de la guerre civile, il est impératif de dresser un tableau plus complexe où seraient explorés les liens entre RSI et Allemagne nazie, entre PCI et URSS, entre partisans et résistance yougoslave, entre élites italiennes et forces alliées, etc. La Constitution de la République sur la base de l'antifascisme a constitué, et ne pouvait qu'amener, la répudiation d'une partie de la société et a rendu la nation bancal. De plus, cette période a engendré l'Italie d'après-guerre partagée entre une Démocratie chrétienne financée par la CIA et un Parti communiste guidé par Moscou, de même que le système «partitocratique» de la République, avec son perpétuel gouvernement de centre informel et ses conséquences corruptrices. Il est donc temps de renoncer au mythe de l'antifascisme, qui a servi à couvrir la corruption et a rendu impossible l'alternance normale entre gauche et droite.

Ce débat sur le caractère éthique de la résistance et sur les origines de la République sera l'occasion de nombreuses rencontres où, incidemment, ex-communistes et ex-néo-fascistes se reconnaîtront mutuellement. Il aura aussi un écho médiatique, à travers de films comme *Porzus* (sur un massacre commis par des partisans communistes) et *Le partisan Johnny*. La revue *Micromega*, important organe de la gauche intellectuelle, posera à la fin des années 1990 la question suivante : la dichotomie fondamentale du 20^e siècle passe-t-elle entre fascisme et antifascisme ou entre totalitarisme et antitotalitarisme ? À cette question, les intellectuels italiens de gauche, N. Bobbio par exemple, pencheront pour la première alternative (qui range les communistes du « bon côté »), alors que les intellectuels de droite, le politologue et sénateur Domenico Fisichella (alors membre d'AN) par exemple, préfèrent la seconde, qui place les communistes du « mauvais côté » et le capitalisme du « bon ».

À sa mort, De Felice est à la fois une figure dominante du champ de l'histoire universitaire, le chef de file d'une « école » dont les positions politiques sont parfois plus franches que les siennes, et un historien contesté, aussi dans ses méthodes que dans les usages politiques auxquels se prêtent ses travaux.

(b) Après De Felice

Le plus connu des disciples de De Felice est Emilio Gentile, qui lui a succédé dans plusieurs positions et est maintenant largement traduit en langue française. Contrairement à son maître qui a toujours éprouvé des réticences à utiliser ce terme, sauf à lui donner une acception strictement propre au cas italien, Gentile a recouru abondamment au concept de totalitarisme dans ses travaux. L'un des plus connus s'intitule *La voie italienne au totalitarisme*, une allusion au slogan communiste de « voie italienne au socialisme ».

Pour Gentile, il existe une originalité indéniable du fascisme italien, qui tient aux trois points suivants :

(a) c'est le premier mouvement nationaliste révolutionnaire organisé en «parti-milice» qui ait réussi à s'emparer du pouvoir avec pour objectif de créer un État «nouveau» et de «régénérer» la nation ;

(b) c'est le premier parti «qui ait porté la pensée mythique au pouvoir» et ait instauré une «sacralisation du politique», une «religion politique» ;

(c) c'est le premier régime politique qui se soit qualifié et que l'on a qualifié immédiatement de totalitaire. (E. Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*, 2002, p. 106).

Cela le conduit à une définition particulièrement complexe qui combine les dimensions organisationnelle, culturelle et institutionnelle (voir *ibid.*, p. 121-122).

Sur le plan organisationnel, les caractéristiques que cette définition met en relief sont :

1. le caractère de masse du mouvement ;
2. son caractère inter-classes, dans lequel prévalent les classes moyennes ;
3. le parti-milice en guerre contre les autres forces politiques et prêt à recourir à tous les moyens, légaux et illégaux, pour s'emparer du pouvoir et le conserver.

Sur le plan culturel, on trouve:

1. une pensée mythique qui exalte la puissance, le sacrifice, la violence, etc.
2. une idéologie «négative», c'est-à-dire qui se définit d'abord «contre» (le matérialisme, l'individualisme, le libéralisme, le capitalisme, la démocratie, etc.) et se présente comme une «esthétique» ou un «style» politique, à travers une série de manifestations et de cérémonies politico-religieuses ;
3. une conception «totalitaire», i.e. qui place la politique au premier rang et cherche à fusionner les individus avec la nation, en purgeant les corps étrangers ou inassimilables ;
4. «une éthique civile fondée sur la subordination absolue du citoyen à l'État».

Sur le plan institutionnel, enfin :

1. une police visant à réprimer «toute forme de dissension et d'opposition», en recourant au besoin à «la terreur organisée» ;
2. un parti unique qui a pour fonction de mobiliser les masses ;
3. un système politique fortement hiérarchisé, qui opère «la symbiose entre le Parti et l'État» ;
4. une «organisation corporative de l'économie», qui maintient la propriété privée et les classes sociales, mais force une collaboration sous l'autorité de l'État ;
5. une politique extérieure ouvertement impérialiste.

Comme on peut le voir, il s'agit là d'une définition passablement exhaustive (et je l'ai en fait résumée). On notera que la partie «institutionnelle» de la définition coïncide à peu près avec la définition «classique» du totalitarisme de Friedrich et Brzezinski (voir leçon du 11 janvier). Le principal intérêt qu'elle offre est donc d'orienter l'attention vers les dimensions culturelles du fascisme. La notion de «religion politique» y apparaît comme centrale à la dimension culturelle du «totalitarisme». (Incidentement, Gentile est l'un des fondateurs de la revue *Totalitarian Movements and Political Religions*.) Cette perspective contribue à faire porter le regard vers les dimensions qui ne sont pas celles que l'analyse

politique privilégiée habituellement : l'étude des cérémonies, des expositions, des chansons, de l'encadrement de la vie quotidienne, etc.

En conclusion, la plupart de ces travaux s'inscrivent dans le sillon «anti-anti-fasciste» ouvert par De Felice. Cela les conduit à s'opposer aux travaux «anti-fascistes» d'inspiration marxiste, qui insistent toujours, comme ceux des communistes contemporains du fascisme, sur la continuité entre l'Italie libérale et l'Italie fasciste, continuité assurée par le maintien du capitalisme et la mise au pas brutale de la classe ouvrière. En insistant sur les éléments culturels, sur les rituels, etc., c'est évidemment la nouveauté, la rupture, qui sont privilégiées. L'analyse de classe n'est pas absente, mais c'est la petite-bourgeoisie qui occupe la place centrale et détient l'initiative politique. Cela conduit ces historiens à s'opposer également à une certaine interprétation libérale qui insistait beaucoup sur l'opportunisme : au contraire, une grande place est donnée au «projet totalitaire», qui apparaît comme une véritable révolution ; une révolution dont les résultats furent détestables, mais non moins réelle que ne le fut la révolution communiste.